



Les puissances européennes se préparent à abandonner l'accord nucléaire avec l'Iran

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2020

[wswséorg](#)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Mardi, les ministères des Affaires étrangères de Berlin, Londres et Paris ont déclaré qu'ils déposeraient plainte contre l'Iran pour violation de l'accord nucléaire de 2015. Ils pourraient ensuite répudier l'accord, que Washington a répudié en 2018. En outre, cela ouvre la voie vers la réimposition des sanctions de l'ONU et l'alignement de l'Europe sur la campagne américaine contre l'Iran qui menace de provoquer une guerre généralisée au Moyen-Orient.

Cette déclaration est une provocation cynique, qui défend l'agression en prétendant prôner la diplomatie. Elle fait le silence sur le fait que Washington a failli bombarder l'Iran en juin dernier après que l'Iran ait abattu un drone américain au-dessus de son territoire, et sur le meurtre illégal par drone américain, le 3 janvier, du général iranien Qassem Suleimani à Bagdad. Elle dénonce plutôt les réactions de l'Iran aux actions américaines, y compris son initiative d'abandonner progressivement l'accord, le Plan d'action global conjoint (JCPoA). De cette manière biaisée, il présente l'Iran comme une menace nucléaire.

«Nous n'acceptons pas l'argument selon lequel l'Iran serait autorisé à cesser partiellement la mise en œuvre de ses engagements au titre du JCPoA», dit-il, citant des discussions avec l'Iran en novembre et décembre. «Au lieu de faire marche arrière, l'Iran a choisi de restreindre encore davantage la mise en œuvre des dispositions du JCPoA et a annoncé le 5 janvier qu'il ne respecterait plus "le dernier élément essentiel des limites posées par l'Accord, à savoir la limitation du nombre de centrifugeuses"», ajoute-t-il.



Le chef de la politique étrangère de l'Union européenne, Josep Borrell, s'est entretenu avec des journalistes au Parlement européen, annonçant que les ministères des affaires étrangères de Berlin, Londres et Paris allaient déposer plainte contre l'Iran pour avoir prétendument violé le traité nucléaire iranien de 2015. (AP Photo/Jean-Francois Badias)

Elle prétend sans preuve que l'action de l'Iran a «des implications de plus en plus graves et irréversibles en matière de prolifération», en clair que l'Iran construit une bombe atomique: «Nous n'avons plus d'autre choix, étant donné les mesures prises par l'Iran, que de faire part aujourd'hui de nos préoccupations quant au fait que l'Iran ne respecte pas ses engagements au titre du JCPoA et de saisir la commission conjointe dans le cadre du mécanisme de règlement des différends, conformément aux dispositions du paragraphe 36 du JCPoA».

Cette affirmation selon laquelle l'Iran est sur le point de fabriquer des armes nucléaires n'a aucun fondement factuel. Les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) restent en Iran pour surveiller ses centrales nucléaires. L'Iran n'a pas répudié le Traité de non-prolifération nucléaire, qu'il a signé. Cependant, faisant écho aux actions des États-Unis avant l'invasion illégale de l'Irak en 2003, les puissances européennes rejettent les inspections de l'AIEA. Elles s'alignent sur les allégations non fondées des gouvernements américain et israélien selon lesquelles l'Iran est sur le point de construire une arme nucléaire.

Une grande part de la déclaration européenne est consacrée à minimiser le danger de guerre que pose leur politique. Elle dit cyniquement «regretter» la répudiation américaine du traité nucléaire iranien. Se posant en défenseurs de la paix, elle insiste sur le fait que l'Europe veut «sincèrement» sauver le traité nucléaire iranien alors qu'ils s'apprêtent à le mettre au rebut.

Ils affirment: «Ce faisant, nos trois pays ne rejoignent pas la campagne visant à exercer une pression maximale contre l'Iran. Nous agissons en toute bonne foi avec l'objectif primordial de préserver l'accord et dans l'espoir sincère de trouver une solution pour sortir de l'impasse par le biais d'un dialogue diplomatique constructif, tout en restant dans son cadre. Nous espérons ramener l'Iran au plein respect de ses engagements au titre du JCPoA».

C'est un tissu de mensonges, contredit par leurs appels publics à se débarrasser du traité nucléaire iranien et à soutenir les actions de Trump contre Téhéran. Mardi matin, alors que la déclaration européenne était en préparation, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, est passé sur l'émission «Breakfast TV» de la BBC. Il a dit que l'Europe devrait abandonner le JCPoA et soutenir les initiatives visant à négocier un «accord de Trump» avec l'Iran.

À propos de l'accord nucléaire iranien, Johnson a dit: «Si nous voulons nous en débarrasser, il faut le remplacer. Remplaçons-le par l'accord de Trump.»

Il a poursuivi: «Du point de vue américain, c'est un accord imparfait [...] de plus, le président Obama l'a négocié. Remplaçons-le par l'accord Trump. C'est ce que nous devons voir. Le président Trump est un grand négociateur, il le dit comme beaucoup d'autres. Travaillons ensemble pour remplacer le JCPoA et obtenir l'accord Trump à la place.»

La stratégie de «négociation» de Trump a consisté à menacer ou à exécuter des actes de guerre, comme l'assassinat de hauts responsables iraniens et la menace de frappes

aériennes. Les signataires de la déclaration conjointe d'hier envisagent bien une politique de «pression maximale» — c'est-à-dire, éventuellement, de guerre — contre l'Iran.

Le régime iranien a réagi en déclarant mollement qu'il respecte l'accord. Il a critiqué l'Europe pour avoir arrêté le commerce avec lui après que Washington ait annulé le traité et imposé des sanctions. Le ministère iranien des Affaires étrangères a déclaré: «Après un an, la partie européenne n'a pas réussi à remplir ses obligations. Cela a poussé l'Iran à réduire ses engagements au titre du JCPoA en cinq étapes prises en vertu des articles 26 et 36 de l'accord nucléaire». Il a averti que l'Europe subirait des «conséquences» non précisées de son action.

Moscou a condamné la déclaration européenne, réfutant son affirmation que l'Europe est «en étroite consultation» avec la Russie et la Chine. «Nous n'excluons pas que les actions irréfléchies des Européens puissent conduire à une nouvelle escalade autour de l'accord nucléaire iranien», a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les menaces américaines et européennes contre l'Iran constituent un grave danger d'escalade qui pourrait déboucher sur une guerre mondiale. Une guerre américano-européenne contre l'Iran impliquerait la Russie et la Chine, comme l'a fait la guerre par procuration de l'OTAN lancée en Syrie en 2011. En décembre, des navires russes et chinois menaient des exercices conjoints avec des vaisseaux iraniens dans l'océan Indien. Téhéran insistait qu'il ne pouvait être militairement isolé de la Russie et de la Chine, ses deux alliés dotés de l'arme nucléaire.

Néanmoins, Washington et les puissances européennes, enhardis par la réaction faible du régime bourgeois iranien au meurtre de Soleimani, font monter la pression. Téhéran a frappé des bases américaines en Irak sans faire de victime, mais les dirigeants iraniens ont d'abord menti, affirmant qu'ils avaient tué 80 soldats américains. Ils ont aussi nié, à tort, avoir abattu par erreur un avion de ligne ukrainien, qu'il croyait être un avion de guerre hostile. Téhéran n'a pas fait appel à l'énorme opposition à la guerre dans la classe ouvrière internationale.

Le quotidien *Global Times* en Chine, à présent le principal acheteur de pétrole iranien, a cité l'ancien ambassadeur de Chine en Iran, Hua Liming, qui a déclaré: «L'Iran avait en fait un bon jeu au départ: le monde se sentait solidaire et son peuple était un par la fureur antiméricaine, mais il a gaffé.» Le journal a conclu que la réponse de Téhéran «a gravement porté atteinte à l'image et à la crédibilité du Corps des Gardiens de la révolution iraniens auprès du peuple. ... Téhéran n'a pas bien joué, et la situation s'est retournée contre lui.»

Georges Malbrunot, chroniqueur au quotidien de droite *Le Figaro*, conclut pour sa part que «l'Iran est piégé par la frappe contre Souleimani». Citant la crainte à Téhéran des manifestations contre la destruction de l'avion ukrainien, il a dit que Téhéran craignait d'être contraint à une confrontation avec l'Amérique plus tôt que prévu: «La riposte américaine est venue trop tôt dans la stratégie de Téhéran, qui tablait sur une escalade à l'été prochain».

Washington compte intensifier les opérations de guerre. Au Hoover Institute, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a déclaré que le meurtre de Soleimani faisait partie d'une «stratégie plus vaste» visant à «établir une dissuasion» contre la Russie et la Chine. Trump

venait de dissiper le mensonge selon lequel il avait fait assassiner Suleimani pour avoir préparé des attaques contre des ambassades américaines, en déclarant lundi que «cela n'a vraiment pas d'importance» que Suleimani représente une menace ou non.

Selon Pompeo, «Le président Trump et ceux d'entre nous qui font partie de son équipe de sécurité nationale rétablissent la dissuasion, une véritable dissuasion, contre la République islamique d'Iran. L'adversaire doit comprendre non seulement qu'on peut imposer un coût, mais qu'on est en fait prêt à le faire». Il a cité le retrait des États-Unis du traité de contrôle des armes nucléaires à portée intermédiaire avec la Russie ainsi que les menaces de guerre commerciale et les déploiements navals américains contre la Chine. Il a conclu, «L'importance de la dissuasion n'est pas limitée à l'Iran.»

La politique agressive des puissances européennes et la faillite de la réponse du régime iranien soulignent que seule la mobilisation indépendante de l'opposition à la guerre dans la classe ouvrière internationale peut arrêter une nouvelle flambée de guerres.

Alex Lantier

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), wsws.org, 2020

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca